

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/2011/8/5

18 mai 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS BANGLADESH 200243 (2012–2016)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

Malgré les crises répétées, la croissance économique soutenue enregistrée au cours de la dernière décennie a permis au Bangladesh de réaliser des progrès notables en matière de réduction de la pauvreté, d'éducation et de mortalité infantile. Toutefois, les taux de dénutrition, d'insécurité alimentaire et d'extrême pauvreté restent élevés.

Il est peu probable que le Bangladesh atteigne son objectif, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015: sur ses 150 millions d'habitants, 60 millions consomment moins de 2 122 kcal par jour (ration calorique minimale quotidienne par personne). Des taux alarmants de dénutrition et de carences en micronutriments persistent: 49 pour cent des enfants souffrent de dénutrition chronique et, parmi les enfants de moins de 5 ans, le taux de dénutrition aiguë atteint 14 pour cent.

Le but du programme de pays 200243, dont bénéficieront 4 millions de personnes sur une période de cinq ans, est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à long terme des ménages touchés par l'extrême pauvreté. Ses objectifs sont les suivants:

- réduire la dénutrition chez les femmes et les enfants de moins de 5 ans;
- améliorer l'accès des enfants aux écoles maternelles et aux écoles primaires;
- renforcer la résilience des communautés et des ménages vulnérables aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique; et
- renforcer les programmes de protection sociale menés par les autorités nationales pour lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire des ménages.

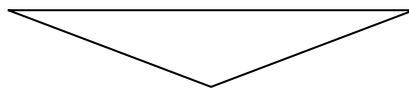
Le programme de pays appuie le Gouvernement dans les domaines indiqués dans la Stratégie nationale pour la réduction accélérée de la pauvreté – phase II (2009–2011) et le projet de sixième Plan quinquennal (2011–2015). Il contribue également aux objectifs du Millénaire pour le développement 1 à 5¹ et aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5², et est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2012–2016).

Le programme de pays met l'accent sur la participation du PAM à la prestation de services et sur sa contribution plus systématique aux dispositifs de protection sociale du Gouvernement, en prévoyant un transfert ultérieur des responsabilités. Les composantes du programme sont intégrées afin d'optimiser leur impact, et une importance particulière est accordée aux partenariats.

¹ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Rendre l'enseignement primaire universel; 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4 – Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; 5 – Améliorer la santé maternelle.

² Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil: i) prend note du projet de programme de pays Bangladesh 200243 (2012-2016) (WFP/EB.A/2011/8/5), lequel requiert 403 860 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 214,6 millions de dollars É.-U., ainsi qu'un montant de 10,1 millions de dollars pour les transferts monétaires et les bons d'alimentation, avec un coût total pour le PAM de 338,7 millions de dollars; et ii) autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. Malgré les progrès économiques et sociaux réalisés au cours de la dernière décennie, le Bangladesh doit faire face à des taux élevés de dénutrition, d'insécurité alimentaire et d'extrême pauvreté. Il est l'un des pays les plus densément peuplés et les plus exposés aux catastrophes du monde: pays à faible revenu et à déficit vivrier parmi les moins avancés de la planète, il compte 150 millions d'habitants et est classé 129^e sur 169 pays selon l'indice de développement humain³; en 2010, son revenu national brut par habitant était de 645 dollars⁴.
2. Au cours des sept dernières années, le produit intérieur brut a enregistré une croissance annuelle de 6 pour cent⁵; l'économie du pays reste solide malgré les catastrophes naturelles, l'instabilité des prix des produits alimentaires et la récession mondiale. Néanmoins, il est peu probable que le Bangladesh parvienne à réaliser son objectif, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la faim d'ici à 2015⁶. Le sous-emploi saisonnier, le manque de terres cultivables, la forte densité de population et la nécessité d'accroître sans cesse la productivité agricole pour répondre aux besoins d'une population en constante augmentation constituent des défis importants. La production rizicole a augmenté de 32 pour cent depuis 2000⁷, mais le Bangladesh continue d'importer du blé, des légumes secs et de l'huile. À l'exception des années marquées par des catastrophes, l'aide alimentaire extérieure a diminué et, en 2009-2010, elle n'a contribué aux importations alimentaires qu'à hauteur de 1,4 pour cent⁸.
3. Soixante millions de personnes – soit 40 pour cent de la population – survivent avec moins de 2 122 kcal par jour (apport calorique minimal)⁹; le régime alimentaire de 25 pour cent de la population, fondé sur les féculents, n'est pas adéquat sur le plan nutritionnel¹⁰. Les mariages précoces, les grossesses chez les adolescentes et la dénutrition des mères et des adolescentes sont très fréquents¹¹. Un enfant sur trois souffre d'insuffisance pondérale à la naissance¹². La dénutrition chronique sévit chez les enfants¹³: 7,8 millions d'enfants de

³ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2010. *Rapport 2010 sur le développement humain*. New York.

⁴ Banque mondiale. 2010. Consultable sur: data.worldbank.org

⁵ Banque du Bangladesh. 2010. *Annual Report 2009–2010* (Rapport annuel 2009–2010). Dhaka.

⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome.

⁷ Bureau des statistiques du Bangladesh. 2000. *Statistical Year Book of Bangladesh, 2008* (Annuaire statistique du Bangladesh, 2008). Dhaka. Consultable sur: <http://www.bbs.gov.bd/>

⁸ Ministère des finances. 2009. *Bangladesh Economic Review 2008–2009* (Étude économique du Bangladesh 2008–2009). Dhaka.

⁹ Bureau des statistiques du Bangladesh. 2005. *Household Income and Expenditure Survey* (Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages). Dhaka.

¹⁰ PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Institut de la santé publique et de la nutrition. 2009. *Household Food Security and Nutrition Assessment* (Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages). Dhaka.

¹¹ L'âge moyen du premier mariage pour les filles est de 15,3 ans; un tiers des mères et des adolescentes souffrent d'insuffisance pondérale. Enquête démographique et sanitaire, Bangladesh, 2007.

¹² REACH-Bangladesh. 2010. *Initial Situation Analysis* (Analyse de la situation initiale). Dhaka.

¹³ Selon le seuil fixé par l'Organisation mondiale de la Santé.

moins de 5 ans souffrent de retard de croissance¹⁴; le nombre d'enfants souffrant de dénutrition aiguë est estimé à 2 millions, soit 14 pour cent d'entre eux¹⁰, chiffre qui est proche du seuil "critique" de 15 pour cent fixé par l'Organisation mondiale de la Santé. Des taux alarmants de carences en micronutriments persistent: l'anémie ferriprive affecte 64 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois et 46 pour cent des femmes enceintes¹⁵.

4. Les régimes alimentaires peu diversifiés, les mauvaises pratiques en matière d'alimentation et de soin des nourrissons et des enfants, les maladies et le manque d'accès aux services de santé sont les causes directes de la dénutrition et des carences en micronutriments¹⁶. Seul un tiers des enfants bénéficient de la diversification alimentaire minimale requise; moins de la moitié des enfants de moins de 6 mois sont nourris exclusivement au sein.
5. Les régions les plus exposées à l'insécurité alimentaire¹⁷ se trouvent dans les plaines alluvionnaires fluviales des divisions de Rangpur et de Rajshahi¹⁸, les zones sujettes aux cyclones de la bande côtière méridionale des divisions de Khulna et de Barisal, et dans la région sud-est de la division de Chittagong qui confine avec le Myanmar. En général, la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition est pire dans les zones rurales; toutefois, dans les bidonvilles, le taux d'émaciation est de 17 pour cent, tandis que celui des retards de croissance s'élève à 56 pour cent¹⁹, et les groupes vulnérables souffrent d'anémie²⁰.
6. Le Bangladesh a amélioré son taux net de scolarisation et est parvenu à assurer la parité entre les sexes dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire, mais le taux d'abandon au niveau du cycle primaire, notamment en ce qui concerne les enfants extrêmement pauvres, est préoccupant. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que 3,3 millions d'enfants en âge de suivre un enseignement primaire – soit 19 pour cent du total – ne vont pas à l'école et que 51 pour cent des enfants qui entrent en première année de primaire n'atteignent pas la cinquième année²¹. Dans les bidonvilles,

¹⁴ Household Food Security and Nutrition Assessment, 2009 (Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages, 2009); REACH-Bangladesh. 2010. Initial Situation Analysis (Analyse de la situation initiale). Dhaka.

¹⁵ Helen Keller International/Institut de la santé publique et de la nutrition. 2004. *Projet de surveillance nutritionnelle 2001*; Bureau des statistiques du Bangladesh/UNICEF. 2004. Enquête nationale sur l'anémie. Dhaka.

¹⁶ Household Food Security and Nutrition Assessment. 2009. (Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages. 2009). Bangladesh Demographic and Health Survey 2007. (Enquête démographique et sanitaire pour le Bangladesh 2007). Dhaka. UNICEF. 2008. *National Report Bangladesh*. (Rapport national sur le Bangladesh) Dhaka.

¹⁷ Bureau des statistiques du Bangladesh. 2009. Household Food Security and Nutrition Assessment, (Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages), Dhaka. Household Income and Expenditure Survey, 2005. (Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages, 2005).

¹⁸ Les unités administratives du Bangladesh sont constituées de divisions, de districts, d'*upazilas* et d'unions.

¹⁹ PNUD et *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ, Agence allemande de coopération technique). 2010. *Bridging the Urban Divide in Bangladesh*. (Gommer les ségrégations urbaines au Bangladesh) Dhaka.

²⁰ Bureau des statistiques du Bangladesh et UNICEF. 2003. Anaemia Prevalence Survey of Urban Bangladesh and Rural Chittagong Hill Tracts (Enquête sur la prévalence de l'anémie dans les zones urbaines du Bangladesh et dans les "Chittagong Hill Tracts" ruraux). Dhaka. Le taux d'anémie des enfants de moins de 5 ans est de 61,5 pour cent; celui des femmes enceintes et des mères allaitantes dépasse 40 pour cent.

²¹ UNICEF. 2009. Quality Primary Education in Bangladesh (Un enseignement primaire de qualité au Bangladesh). New York.

le taux net d'assiduité n'est que de 65 pour cent, contre 81 pour cent dans les zones rurales²².

7. Le changement climatique risque d'entraîner une recrudescence des cyclones, des inondations, des intrusions d'eau salée et de l'érosion des cours d'eau. Chaque année, les inondations et les cyclones frappent entre 30 et 50 pour cent du territoire²³. La crise alimentaire de 2007–2008 a précipité 7,5 millions de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté²⁴. Les populations extrêmement pauvres sont particulièrement exposées aux crises en raison de leur dépendance à l'égard de l'agriculture, de leurs mécanismes économiques de survie, de leur dénutrition chronique et de l'absence d'autres moyens de subsistance.
8. Le Gouvernement a affecté 2,5 pour cent du produit intérieur brut de 2010–2011²⁵ à 30 programmes de protection sociale fondés sur une aide alimentaire ou des transferts monétaires, mais ces programmes sont confrontés à des problèmes de double-emploi, de coulage et de ciblage²⁵, et il est nécessaire de les revoir.
9. L'élimination de la pauvreté et des inégalités est une priorité de la stratégie du Gouvernement en faveur du développement. La Stratégie nationale pour la réduction accélérée de la pauvreté – phase II (2009–2011) et le projet de sixième Plan quinquennal (2011–2015) visent à améliorer la sécurité alimentaire, lutter contre la dénutrition, promouvoir l'accès à l'enseignement primaire pour tous, renforcer la résilience aux catastrophes naturelles, s'adapter au changement climatique et revoir les mesures gouvernementales de protection sociale destinées aux personnes extrêmement pauvres²⁶. La Politique alimentaire nationale de 2006 est le principal instrument de lutte contre la faim²⁷. Le futur Programme sectoriel santé, nutrition et population (2011–2016) du Gouvernement devrait intégrer les services liés à la nutrition aux services sanitaires traditionnels.
10. Pour aider le Gouvernement à lutter contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition, le PAM s'attachera à : i) mettre en œuvre des modèles de protection sociale axés sur l'aide alimentaire ou les transferts monétaires, qui visent à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et peuvent être appliqués à plus grande échelle par le Gouvernement; ii) renforcer la capacité du Gouvernement à améliorer les mesures de protection sociale destinées à lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire des ménages; et iii) engager une réforme des politiques de protection sociale en fournissant des éléments concrets sur les différents modèles et modalités d'aide.

²² UNICEF. 2010. Understanding Urban Inequalities in Bangladesh (Comprendre les inégalités dans les zones urbaines au Bangladesh). New York.

²³ Banque mondiale. 2010. Bangladesh Country Assistance Strategy 2011–2014 (Stratégie d'aide au pays - Bangladesh 2011–2014). Washington.

²⁴ Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. 2009. Bangladesh Full Country Visit Report (Bangladesh-Rapport complet sur la visite du pays). Consultable sur : http://un-foodsecurity.org/sites/default/files/bangladesh_fullreport.pdf

²⁵ Ministère des finances. 2010. Social Safety Net Programmes: Budget Estimate for 2010–11 (Programmes de protection sociale: Budget estimatif pour 2010–11). Dhaka.

²⁶ Stratégie nationale pour la réduction accélérée de la pauvreté - phase II, p. xiii; projet de sixième Plan quinquennal 2011–2015.

²⁷ Ministère de l'alimentation et de la gestion des catastrophes. 2006. Politique alimentaire nationale. Dhaka.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

Coopération passée

11. Le PAM mène des activités au Bangladesh depuis les années 70; il a établi un solide partenariat avec le Gouvernement et a acquis une vaste expérience auprès des personnes extrêmement pauvres. Le programme de pays 2007–2011 a atteint 3 millions de bénéficiaires par an grâce aux activités suivantes:
- i) développement en faveur des groupes vulnérables, en vue d'améliorer la consommation alimentaire et les moyens de subsistance des ménages extrêmement pauvres; la gestion, la mobilisation de ressources et la mise en œuvre des activités de développement en faveur des groupes vulnérables ont été entièrement transférées au Gouvernement début 2011;
 - ii) nutrition des communautés en vue d'améliorer l'état nutritionnel des jeunes enfants, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des adolescentes;
 - iii) activités Vivres pour l'éducation en vue d'améliorer l'apprentissage et la nutrition des écoliers du primaire;
 - iv) renforcement de la capacité de résistance des ménages extrêmement pauvres vivant dans des zones sujettes aux catastrophes, afin de leur permettre de faire face aux crises récurrentes; et
 - v) renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires, afin qu'ils puissent gérer les programmes de protection sociale reposant sur une aide alimentaire ou des transferts monétaires destinés à lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire des ménages.
12. Le PAM appuie également 31 000 réfugiés du Myanmar dans le cadre d'une intervention prolongée de secours et de redressement.

Enseignements tirés

13. **Ciblage et programmation.** Le ciblage des bénéficiaires par type d'activité a entraîné une vaste dispersion géographique des interventions qui a grevé les ressources et limité les synergies entre composantes. Une plus grande convergence géographique des activités du programme permettrait de faire des économies d'échelle et d'accroître les effets conjugués des différentes approches visant à traiter les questions de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau des ménages et des communautés.
14. **Programmes d'aide alimentaire et de transferts monétaires.** Les transferts monétaires se sont révélés être une solution efficace pour remplacer l'aide alimentaire dans les activités liées à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance. Des études²⁸ montrent que l'augmentation du volume et de la durée des transferts d'espèces et de denrées alimentaires et le renforcement de l'intégration grâce à des activités rémunératrices

²⁸ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2009. Comparing Food and Cash Transfers to the Ultra-Poor in Bangladesh. (Comparer les transferts d'espèces et de produits alimentaires en faveur des personnes extrêmement pauvres au Bangladesh) Washington; WFP. 2009. Outcome Report on Vulnerable Group Development in Bangladesh. (Rapport sur les résultats des activités de développement en faveur des groupes vulnérables au Bangladesh). Dhaka. PAM. 2004. Joint External Evaluation of Effectiveness and Impact of the Enabling Development Policy of the World Food Programme: Bangladesh Country Study. (Évaluation externe conjointe de l'efficacité et de l'impact de la politique "Favoriser le développement" du Programme alimentaire mondial: Étude de pays – Bangladesh). Rome.

et des services d'épargne sont essentiels pour améliorer durablement la sécurité alimentaire des ménages extrêmement pauvres.

15. **Stratégies de transfert des responsabilités et de retrait.** Il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités et sur un plan de financement permettant au Gouvernement de gérer les programmes d'aide alimentaire; il faut définir plus clairement les rôles des différents services gouvernementaux et les résultats escomptés du renforcement des capacités.
16. **Partenariats.** Grâce à ses partenariats, le PAM a créé des possibilités de mobiliser les ressources du Gouvernement et d'autres organisations, d'améliorer les synergies entre composantes et d'élargir la portée des programmes en les intégrant au système de protection sociale national. Les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires ont fourni un continuum de services de développement pour compléter les activités du PAM, par exemple en aidant les bénéficiaires à accéder à des micro-financements à la suite d'interventions Vivres pour la création d'avoins ou Espèces pour la création d'avoins.
17. **Mobilisation de ressources.** Faute de ressources, un tiers des bénéficiaires prévus n'ont pas été pu être aidés dans le cadre du programme de pays 2007–2011. Le PAM devra déployer davantage d'efforts pour bien faire connaître ses points forts et ses avantages comparatifs aux donateurs. Le secteur privé pourrait offrir d'importantes possibilités de financement pour le PAM dans le cadre d'initiatives comme le projet Laser Beam²⁹.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

18. Le programme de pays est conçu pour aider le Gouvernement à améliorer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle à long terme des ménages extrêmement pauvres³⁰. Il contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1 à 5 et il est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) (2012–2016); il suit les orientations de la stratégie de pays du PAM pour le Bangladesh. Conformément à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes, la question de la parité hommes-femmes sera intégrée à toutes les activités³¹.
19. Les objectifs du programme de pays 200243 sont les suivants:
 - réduire la dénutrition chez les femmes et les enfants de moins de 5 ans (Objectif stratégique 4);
 - améliorer l'accès des enfants aux écoles maternelles et aux écoles primaires (Objectif stratégique 4);
 - renforcer la résilience des communautés et des ménages vulnérables aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique (Objectif stratégique 2); et
 - renforcer les programmes de protection sociale menés par les autorités nationales pour lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire des ménages (Objectif stratégique 5).
20. Le PAM s'attachera à mobiliser les compétences des institutions des Nations Unies, des ONG et des instituts de recherche; le Programme est l'institution chef de file pour le pilier

²⁹ Le projet Laser Beam est une initiative dirigée par le PAM qui vise à éliminer la dénutrition infantile en partenariat avec le secteur privé.

³⁰ Aux fins du présent document, les ménages extrêmement pauvres sont ceux dont les membres consomment en moyenne moins de 1 805 kcal par jour.

³¹ "Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes" (WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1).

Sécurité alimentaire et nutrition du PNUAD 2012–2016, sur lequel reposent les partenariats avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UNICEF, et il est également représenté dans le cadre d'autres piliers. Les partenariats avec les ONG seront essentiels pour mettre en œuvre les activités du PAM et obtenir les effets directs attendus du programme de pays. Le PAM travaillera également avec des instituts de recherche afin de définir et de promouvoir des approches du développement innovantes.

21. Le PAM donnera aux activités du programme de pays 200243 des orientations thématiques et géographiques dans 15 des 20 districts prioritaires du PNUAD (voir annexe III). Il envisagera de mettre en œuvre dans les bidonvilles les activités visant à lutter contre l'insécurité alimentaire associée à l'urbanisation galopante. Dans la mesure du possible, les composantes seront synchronisées afin de permettre un renforcement réciproque des effets directs.
22. Dans le cadre de sa stratégie nutritionnelle, le PAM fournira aux bénéficiaires de ses interventions d'aide alimentaire un assortiment alimentaire nutritif et leur assurera une formation axée sur des compétences utiles dans la vie quotidienne, qui comprend des messages sur la nutrition, la santé, l'hygiène et l'égalité des sexes. Un programme d'acquisition de compétences utiles à la vie courante viendra aussi compléter les activités de transferts monétaires, afin de permettre aux ménages de faire les bons choix en matière de diversification des régimes alimentaires et d'alimentation des nourrissons.

Composante 1: Améliorer la nutrition maternelle et infantile

23. Dans le cadre de la composante 1, une approche à la fois préventive et curative sera appliquée dans les communautés présentant des taux élevés de dénutrition aiguë et chronique chez les enfants de moins de 5 ans. Les effets directs escomptés sont les suivants: i) amélioration de l'état nutritionnel des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes pendant la période favorable des 1 000 premiers jours, ainsi que des jeunes enfants; et ii) promotion de bonnes pratiques de nutrition et d'hygiène.
24. Des mesures curatives comme la supplémentation alimentaire ciblée seront appliquées aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, qui sont en phase de récupération à la suite d'une dénutrition aiguë modérée.
25. Dans le cadre de son approche préventive, le PAM mettra à l'essai la supplémentation alimentaire générale à l'intention des enfants âgés de 6 à 23 mois, pour lesquels le taux d'émaciation est supérieur au seuil critique de 15 pour cent: elle sera poursuivie pendant six mois chaque année au cours des deux périodes de soudure, pour prévenir la faim et la dénutrition saisonnières et réduire les taux de retards de croissance.
26. Un mélange blé-soja enrichi (WSB+) en micronutriments sera utilisé pour traiter les carences en macro- et micronutriments. Les activités de communication visant à modifier les comportements porteront sur la nutrition maternelle et infantile, l'hygiène et l'assainissement, la préparation des aliments et la nécessité d'attendre au moins la fin de l'adolescence pour se marier et avoir des enfants. Ces activités s'adresseront aux femmes enceintes et mères allaitantes, aux décideurs au sein des ménages, aux adolescentes, aux chefs des communautés et aux prestataires de services sanitaires locaux.
27. Le PAM travaillera en partenariat avec des parties prenantes du secteur de la nutrition, par le biais d'initiatives comme REACH³², afin d'intégrer des interventions de lutte contre

³² L'initiative REACH est conduite par les Nations Unies pour élargir les interventions de lutte contre la malnutrition infantile grâce à des partenariats établis avec les parties prenantes du secteur de la nutrition.

la dénutrition et ses causes qui ont déjà fait leurs preuves. Une attention particulière sera accordée à la gestion intégrée de la dénutrition aiguë dans les communautés. Le PAM fournira une aide aux enfants souffrant de dénutrition modérée tandis que ses partenaires traiteront les enfants souffrant de dénutrition grave.

28. Le PAM collaborera avec le Ministère de la santé et de la protection de la famille en vue de s'assurer que ses opérations complètent les services communautaires de nutrition et de santé, et interviendra auprès des communautés pour renforcer les capacités techniques du personnel de santé publique et des ONG locales en matière d'intégration de la nutrition et de mise en œuvre des activités connexes.
29. Le PAM s'est engagé à lutter contre les causes systémiques de la dénutrition. Il est l'un des partenaires du projet Laser Beam, partenariat public/privé quinquennal innovant, qui fait également intervenir la recherche et vise à offrir des solutions sur le plan nutritionnel et à les rendre accessibles à ceux qui en ont besoin. Par le biais du projet Laser Beam, le PAM créera et testera un supplément alimentaire complémentaire produit au niveau local pour les enfants âgés de 6 à 23 mois. Il étudiera également avec le Gouvernement la possibilité d'inclure des suppléments alimentaires prêts à consommer, mis au point et produits localement pour les enfants de 6 à 23 mois, dans les programmes de protection sociale et de nutrition, ou lorsque les activités nutritionnelles sont élargies à la suite de crises qui limitent l'accès à l'eau propre.

Composante 2: Alimentation scolaire

30. L'alimentation scolaire a pour objet de contribuer à la réalisation de l'objectif du Gouvernement, qui vise à assurer l'accès à l'enseignement primaire pour tous d'ici à 2015. Elle constitue un filet de protection sociale garantissant que les enfants reçoivent des micronutriments en quantité suffisante, et encourage les parents à envoyer leurs enfants à l'école. L'effet direct escompté est une augmentation des taux de scolarisation, d'assiduité et de poursuite des études.
31. Les activités d'alimentation scolaire seront mises en œuvre dans les écoles maternelles et primaires des zones prioritaires et concerneront les enfants de 5 ans et plus. Face à la pauvreté urbaine croissante, l'aide aux écoles primaires et aux centres d'enseignement extrascolaire des zones urbaines sera élargie. Les *madradas* et les écoles dirigées par les ONG qui suivent le programme gouvernemental actuel seront incluses, car elles accueillent souvent une proportion importante d'élèves extrêmement pauvres et d'enfants qui se sont trouvés en situation d'échec scolaire dans le système public.
32. Les jours d'école, les enfants recevront des biscuits enrichis en micronutriments, qui couvriront 40 pour cent de leurs besoins journaliers en vitamines et en minéraux et leur assureront un apport calorique complémentaire.
33. L'alimentation scolaire est également une plate-forme pour mener des interventions liées à la santé et à la nutrition et contribuer à l'autonomisation des femmes. Les enfants, les parents, les enseignants et les membres de la communauté bénéficieront d'un ensemble d'activités d'apprentissage portant sur les domaines suivants: santé, hygiène, nutrition, déparasitage, incitation à consommer de l'eau potable salubre, direction des comités de gestion des écoles par les femmes, et potagers scolaires.
34. Le programme de pays 200243 s'attachera à évaluer, analyser et renforcer l'efficacité de l'alimentation scolaire. Le PAM étudiera les avantages supplémentaires découlant de l'alimentation scolaire, comme les meilleurs résultats en matière d'apprentissage obtenus grâce à une assiduité accrue et à la réduction de la prévalence de l'anémie.

35. Avec l'appui technique du PAM, le Gouvernement lancera son programme d'alimentation scolaire dans des zones sujettes à la pauvreté mi-2011 (voir la composante 4). Le transfert progressif du programme d'alimentation scolaire du PAM au Gouvernement débutera pendant le déroulement du programme de pays 200243.

Composante 3: Renforcer la résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique

36. La composante 3 se concentrera sur les communautés et les ménages vulnérables des zones sujettes à des crises répétées. Les effets directs escomptés sont les suivants: i) renforcement de la capacité de récupération des communautés vulnérables aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique grâce à la création d'emplois communautaires; et ii) renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages extrêmement pauvres de ces communautés.
37. Les actifs communautaires seront créés pendant la saison sèche, de novembre à juin; pendant le reste de l'année, une formation étalée sur deux ans sera assurée. Les femmes extrêmement pauvres seront prioritaires car il leur est difficile d'avoir accès à des activités rémunératrices et elles sont plus vulnérables que les hommes aux conséquences des catastrophes naturelles³³.
38. On aura recours à la planification au niveau local, avec notamment des évaluations des risques, pour renforcer la capacité de résistance au niveau communautaire aux fins de la réduction des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique. Les participants mettront en place les structures définies dans le cadre de la planification locale, en vue de protéger les communautés des catastrophes naturelles et d'atténuer les effets du changement climatique sur la production agricole et les autres moyens de subsistance. La priorité sera donnée à la création d'emplois temporaires pour les ménages extrêmement pauvres frappés par des catastrophes naturelles récentes ou pendant les périodes de soudure.
39. Les participants bénéficieront d'un ensemble d'activités de formation sur la réduction des risques de catastrophe et la planification préalable, ainsi que sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. D'autres organismes de développement seront sollicités pour des partenariats dans le but d'assurer une sécurité alimentaire à plus long terme et des moyens de subsistance, grâce à des projets de potagers familiaux, d'élevage et d'activités rémunératrices.
40. Dans le cadre d'une approche associant les vivres/espèces contre travail et la formation, le PAM fournira les produits alimentaires et le Gouvernement apportera un montant équivalent en espèces³⁴. La valeur de transfert correspondra aux deux tiers du revenu mensuel moyen des ménages extrêmement pauvres, comme dans les autres programmes de création d'emplois menés par le Gouvernement. Cette approche fondée sur des vivres et des transferts monétaires laissera aux ménages une plus grande marge de manœuvre pour leurs dépenses et réduira l'impact des fluctuations des prix des produits alimentaires. La fourniture d'aliments variés permettra de diversifier davantage l'alimentation. Cette approche est conforme à une étude menée en 2009 par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, dont il était ressorti que, pour assurer la sécurité alimentaire

³³ Stratégie nationale pour la réduction accélérée de la pauvreté – phase II, ch. 4.

³⁴ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2009. *Comparing Food and Cash Transfers to the Ultra-Poor in Bangladesh*. (Comparer les transferts d'espèces et de produits alimentaires en faveur des personnes extrêmement pauvres au Bangladesh). Washington.

et répondre aux autres besoins des ménages vulnérables, une combinaison vivres/espèces est plus efficace que des espèces seules.

41. Le PAM et ses partenaires formeront des parties prenantes locales – notamment des organismes des administrations locales, des organisations communautaires, des ONG et des comités de gestion des catastrophes à l'échelon des *upazilas* et des unions³⁵ – à la réduction des risques liés aux catastrophes et à l'adaptation au changement climatique.
42. Le PAM intégrera ses activités de planification, de mise en œuvre et d'établissement de rapports au Programme de gestion globale des catastrophes du Ministère de l'alimentation et de la gestion des catastrophes; du Ministère des collectivités locales, du développement rural et des coopératives et du Département d'ingénierie des collectivités locales associé; du Ministère des ressources hydriques et du Conseil du Bangladesh pour le développement des ressources hydriques associé; et du Ministère de l'environnement et des forêts et du Département des forêts associé.
43. En cas de catastrophe moins grave, le PAM continuera de compléter les interventions du Gouvernement dans des situations de faim aiguë.

Composante 4: Renforcer les dispositifs de protection sociale du Gouvernement

44. Cette composante a pour objet d'aider le Gouvernement à réformer les dispositifs de protection sociale visant à lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire des ménages. La protection sociale est l'un des piliers de la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté, les dispositifs de protection étant un élément important de l'aide aux personnes extrêmement pauvres³⁶. Le PAM complètera le travail du Gouvernement en élaborant de nouveaux modèles de protection sociale intégrés, axés sur la sécurité alimentaire, en redéfinissant et rationalisant les programmes déjà existants et en renforçant les capacités institutionnelles nécessaires pour les gérer.
45. Les effets directs escomptés sont les suivants: i) efficacité accrue des dispositifs de protection sociale nationaux visant à lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire des ménages; ii) amélioration des politiques gouvernementales et de la conception des programmes de protection sociale destinés à réduire l'insécurité alimentaire; et iii) renforcement des systèmes, des outils et des capacités du Gouvernement lui permettant de mener des programmes nationaux de protection sociale, notamment des programmes d'alimentation scolaire et de développement en faveur des groupes vulnérables.
46. Le renforcement des capacités concernant la conception des dispositifs de protection sociale, leur ciblage et leur gestion sera mis en œuvre au niveau du pays, des divisions, des districts et des *upazilas*; des équipes de renforcement des capacités seront en place dans les ministères. Le PAM travaillera avec le Ministère de l'alimentation et de la gestion des catastrophes et une entité gouvernementale de coordination pour la conception, le ciblage et la gestion des dispositifs de protection sociale.
47. En ce qui concerne le développement en faveur des groupes vulnérables, le PAM aidera le Ministère de la condition féminine et de l'enfance à améliorer: i) la conception et la gestion des programmes; ii) le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports; iii) la gestion de l'information; iv) la coordination et la gestion des résultats des ONG; et v) les

³⁵ Une *upazila* est un sous-district divisé en plusieurs unions.

³⁶ Stratégie nationale pour la réduction accélérée de la pauvreté - phase II (2009).

méthodes de ciblage. Cet appui sera revu pendant le déroulement du programme de pays 200243 pour tenir compte de l'évolution des priorités du Gouvernement.

48. En ce qui concerne l'alimentation scolaire, le PAM collaborera avec le Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation de masse à mesure qu'il lancera et élargira son propre programme d'alimentation scolaire. Le but sera surtout de compléter les activités d'alimentation scolaire et de renforcer la capacité du Gouvernement à planifier et mettre en œuvre ses opérations.
49. La contribution du PAM au renforcement des dispositifs de protection sociale du Gouvernement réside en partie dans sa volonté de concevoir et de mettre en œuvre des dispositifs pilotes novateurs, fondés sur les vivres et les transferts monétaires et axés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes extrêmement pauvres. Les enseignements tirés sont communiqués au groupe consultatif local, qui conseille le Gouvernement sur l'élaboration de programmes de protection sociale d'un bon rapport coût-efficacité.
50. L'un des projets pilotes sur lesquels le PAM s'appuiera pendant le déroulement du programme de pays 200243 est un projet de promotion concernant un dispositif de protection sociale, qui cible les femmes extrêmement pauvres des zones rurales et est associé à des interventions nutritionnelles. Les participantes bénéficient d'une rémunération mensuelle pendant deux ans et d'un don ponctuel en espèces, afin qu'elles puissent acheter des actifs générateurs de revenus qui contribuent à leur sécurité alimentaire. Un ensemble d'activités de formation complémentaires traite des moyens d'optimiser les revenus tirés des actifs, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des compétences utiles pour la vie courante. Au titre de la composante 1, le PAM met en œuvre dans la même zone géographique des interventions axées sur les communautés qui visent à prévenir et réduire la dénutrition infantile.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE

Composante	Hommes/garçons	Femmes/filles	Total
1 – Améliorer la nutrition maternelle et infantile	751 000	1 109 000	1 860 000
2 – Alimentation scolaire	509 600	530 400	1 040 000
3 – Renforcer la résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique	686 000	714 000	1 400 000
4 – Renforcer les dispositifs de protection sociale du Gouvernement	110 250	114 750	225 000
TOTAL*	1 830 000	2 195 000	4 025 000

* Les bénéficiaires de plusieurs composantes ne sont comptabilisés qu'une fois.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE/TRANSFERT MONÉTAIRE PAR COMPOSANTE

Vivres/ espèces	Produits alimentaires (g/personne/jour)								Espèces (en dollars)	
	Composante 1			Composante 2 ³⁷	Composante 3				Composante 4	
	Supplémentation alimentaire		Alimen- tation générale		Vivres/ espèces contre travail	Vivres/ espèces pour la forma- tion	Secours immédiats	Secours	Don en espèces	Indemnité de subsistance
	Enfants de 2 à 5 ans et FEMA*	Enfants de moins de 2 ans								
Riz	-	-	-	-	400	150	-	400	-	-
Légumes secs	-	-	-	-	40	-	-	40	-	-
Huile végétale	20	-	-	-	20	-	-	20	-	-
WSB+	200	-	-	-	-	-	-	50	-	-
WSB++	-	200	200	-	-	-	-	-	-	-
Sucre	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biscuits	-	-	-	75	-	-	500	-	-	-
Espèces (dollars/ personne)	-	-	-	-	-	-	-	-	206 dollars (don ponctuel)	7 dollars (par mois)
Kcal	980	800	800	375	1 900	600	2 500	2 100	-	-
Lipides (g)	40	22	22	15	20	-	100	25	-	-
Protéines (g)	40	44	44	8	52	15	50	62	-	-
% kcal d'origine lipidique	50	33	33	67	28	-	67	29	-	-
% kcal d'origine protéique	50	67	67	33	72	100	33	71	-	-

* Femmes enceintes et mères allaitantes.

³⁷ Ration appropriée pour une demi-journée d'école.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS ALIMENTAIRES/MONÉTAIRES PAR COMPOSANTE

Vivres/ espèces	Produits alimentaires (en tonnes)								Espèces (en dollars)	
	Composante 1			Composante 2	Composante 3				Total vivres	Composante 4
	Supplémentation alimentaire		Alimenta- tion générale		Vivres/ espèces contre travail	Vivres/ espèces pour la forma- tion	Secours immédiats	Secours		
	Enfants de 2 à 5 ans et FEMA	Enfants de moins de 2 ans	Enfants de moins de 2 ans							
Riz					80 000	54 000		7 200	141 200	
Légumes secs					8 000			720	8 720	
Huile vég.	2 640				4 000			360	7 000	
WSB+	26 400							900	27 300	
WSB++		9 600	12 960						22 560	
Sucre	1 980								1 980	
Biscuits				11 400			700		12 100	
Blé				183 000					183 000	
Espèces (en dollars)										10 115 000
TOTAL	31 020	9 600	12 960	194 400	92 000	54 000	700	9 180	403 860	10 115 000
% du total des besoins	7,7	2,4	3,2	48,1	22,8	13,4	0,2	2,3		

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

Gestion du programme

51. **Mécanismes de coordination.** Le PAM élaborera avec le Gouvernement un plan d'action conjoint relatif au programme de pays afin de définir les priorités, les domaines de coopération et les responsabilités, en accord avec la Division des relations économiques du Ministère des finances, qui continuera d'être le principal canal de communication entre le Gouvernement et le PAM pour les questions de politique générale. Les ministères et les départements participeront à la coordination et à la mise en œuvre des composantes du programme de pays et communiqueront directement avec le PAM pour les questions opérationnelles.
52. **Ordre de priorité des ressources.** Les activités d'alimentation scolaire seront réduites au cours de l'exécution du programme de pays 200243, à mesure que le Gouvernement élargira son propre programme. Les composantes 1, 3 et 4 seront des activités à plus long terme, absorbant une part croissante du budget du programme de pays pendant les cinq années d'exécution.
53. **Risques et contraintes.** La mobilisation des ressources sera un défi permanent. Un nouveau plan de plaidoyer et de collecte de fonds sera mis au point, afin de servir de ligne

directrice pour les démarches auprès des donateurs. Le secteur privé, notamment le projet Laser Beam, est considéré comme une source potentielle de nouveaux financements.

54. Les activités d'aide alimentaire et de transferts monétaires comportent des risques en matière de gouvernance, auxquels les systèmes de suivi et de contrôle déjà en place permettent de remédier. Le PAM a élaboré des directives concernant les transferts monétaires pour son projet pilote de dispositif de protection sociale Sécurité alimentaire pour les personnes extrêmement pauvres (2009-2012).
55. L'inclusion des bidonvilles dans le programme soulève des questions de ciblage et de mise en œuvre. Les interventions seront mises à l'essai et évaluées avant d'être élargies. Les catastrophes naturelles majeures ou la volatilité des prix des produits alimentaires pourraient avoir des effets préjudiciables sur les opérations et donner lieu à des ajustements.
56. La complexité de la coordination avec des partenaires multiples pourrait compromettre la capacité du PAM à exécuter ses activités, notamment en ce qui concerne les réformes des dispositifs de protection sociale. Le PAM continuera de participer à des groupes consultatifs dans différents domaines thématiques et préconisera de créer un organe central de coordination.
57. **Achats.** Le PAM achètera des denrées alimentaires sur le marché le plus avantageux au moment de l'achat, que celui-ci soit international, régional ou local.
58. **Logistique.** Le PAM continuera d'utiliser le système public de distribution alimentaire pour réceptionner, entreposer et distribuer les céréales destinées au programme de pays 200243. Il prendra à sa charge 50 pour cent des dépenses encourues par le Gouvernement pour le transport intérieur, l'entreposage et la manutention depuis le port d'entrée jusqu'aux entrepôts les plus proches des points de distribution. En ce qui concerne les autres produits alimentaires, le PAM organisera le transport, l'entreposage et la manutention en ayant recours aux infrastructures des prestataires de services locaux et aux ONG.

SUIVI ET ÉVALUATION

59. Le bureau de pays élaborera un plan d'évaluation de la performance pour orienter le suivi et l'évaluation. Les données de base seront obtenues par des enquêtes ou recueillies au moyen de sondages.
60. Pour chaque composante, au moins une enquête de suivi sur les effets directs est prévue et inscrite au budget: ces enquêtes seront menées au bout de deux années de mise en œuvre en vue de l'évaluation à mi-parcours de la fin 2014.
61. Les ONG partenaires seront chargées du suivi et des rapports à l'intention du PAM concernant la mise en œuvre et les effets directs. Les bureaux auxiliaires du PAM superviseront et contrôleront par sondage la mise en œuvre sur le terrain des activités du programme de pays. Un groupe chargé du suivi de la performance du programme, composé de représentants de haut niveau du Gouvernement, des ONG et du PAM, sera constitué pour chaque composante du programme de pays afin d'examiner la performance et de prendre des mesures correctives, le cas échéant.
62. L'évaluation à mi-parcours de 2014 utilisera le Système d'assurance qualité des évaluations.



RÉSUMÉ DU BUDGET (en dollars)					
	Composante 1 Améliorer la nutrition maternelle et infantile	Composante 2 Alimentation scolaire	Composante 3 Renforcer la résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique	Composante 4 Renforcer les dispositifs de protection sociale du Gouvernement	Total
Produits alimentaires (<i>en tonnes</i>) ¹	53 580	194 400	155 880	-	403 860
Produits alimentaires	62 060 863	67 281 680	85 248 387	-	214 590 930
Transferts monétaires	-	-	-	10 115 000	10 115 000
Total par composante (en dollars)	62 060 863	67 281 680	85 248 387	10 115 000	224 705 930
Transport extérieur					23 036 700
Transport terrestre, entreposage et manutention (total)					9 817 835
Transport terrestre, entreposage et manutention (<i>coût par tonne</i>)					24,31
Autres coûts opérationnels directs					26 108 359
Total, coûts opérationnels directs					283 668 824
Coûts d'appui directs ²					32 903 337
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³					22 160 051
COÛT TOTAL POUR LE PAM					338 732 212

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du programme de pays.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et dépenses connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	6 187 620
Personnel local - Administrateurs recrutés sur le plan national	6 144 964
Personnel local - Agents des services généraux	6 576 249
Personnel local - Personnel temporaire	2 202 713
Consultants internationaux	454 500
Services de conseil commercial	1 853 470
Voyages officiels du personnel	2 834 378
Total partiel	26 253 894
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	2 493 246
Charges	557 419
Fournitures de bureau et autres consommables	260 066
Services de communication	616 512
Réparation et entretien du matériel	78 020
Frais d'exploitation et entretien des véhicules	1 067 667
Aménagement des bureaux et réparations	50 100
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	78 933
Total partiel	5 201 963
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	861 474
Matériel de communication	305 000
Dépenses locales de sécurité	281 006
Total partiel	1 447 480
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	32 903 337

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>EFFETS DIRECTS DU PNUAD</p> <p>Croissance équitable en faveur des pauvres: D'ici à 2016, les groupes vulnérables et défavorisés participent en toute équité à l'économie du Bangladesh et sont protégés des crises extérieures</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale (2005: 5,3%; 2016: 6,4%) 	<p>Croissance économique soutenue de 5,5%</p>
<p>Services sociaux en faveur du développement humain: Utilisation renforcée et équitable de services de qualité dans divers domaines (santé et population, éducation, eau, assainissement et VIH) par la population démunie des zones ciblées, une attention particulière étant accordée aux femmes, aux enfants et aux jeunes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de garçons et de filles scolarisés depuis la première année qui atteignent la dernière année du cycle d'éducation primaire, avec un écart réduit entre les <i>upazilas</i> qui enregistrent les résultats maximaux et minimaux d'ici à 2015 	<p>Le secteur des services sociaux demeure une priorité nationale et est doté d'allocations budgétaires suffisantes</p> <p>De nouvelles stratégies sectorielles pour l'éducation et la santé sont approuvées</p>
<p>Sécurité alimentaire et nutrition: D'ici à 2016, les populations pauvres des zones urbaines et rurales bénéficient d'une sécurité alimentaire et d'une nutrition suffisantes pendant toute leur vie</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de la population pouvant satisfaire ses besoins énergétiques journaliers minimaux, soit 2 122 kcal Point de départ: 40% Objectif 2016: 24% ➤ Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale, par sexe; Point de départ: 37,4% Objectif 2016: 33% ➤ Pourcentage des populations présentant un score de diversification alimentaire médiocre ou limite, par groupe d'âge, sexe du chef de famille et situation socio-économique¹ Point de départ: 25% Objectif 2016: 20% ➤ Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes² Point de départ: 46% Objectif 2016: 25% 	<p>Les progrès se poursuivent en matière d'éducation et dans d'autres secteurs sociaux et économiques</p>

¹ Selon le quintile des dépenses

² Indicateur indirect des carences en micronutriments de la population.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Changement climatique, environnement, réduction des risques de catastrophe et éventuelle intervention:</p> <p>D'ici à 2016, les populations vulnérables face au changement climatique et aux catastrophes naturelles ont amélioré leur capacité de récupération</p> <p>Les populations vulnérables bénéficient d'une gestion des ressources naturelles et d'une gouvernance environnementale au niveau des communautés, qui sont fondées sur les liens entre la pauvreté, l'environnement et le changement climatique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Valeur moyenne de l'indice de vulnérabilité de 2 000 unions ➤ Nombre d'hectares faisant l'objet d'une gestion communautaire et coopérative des ressources en terres et des systèmes aquatiques et marins 	Fonds suffisants et prise en charge par le Gouvernement
<p>Développement urbain en faveur des pauvres:</p> <p>D'ici à 2016, au moins 3 millions de personnes pauvres vivant en milieu urbain ont des conditions de vie et des moyens de subsistance suffisants pour exercer leurs droits fondamentaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'extrême³ pauvreté urbaine tel que mesuré par la méthode directe de l'apport calorique <p>Point de départ 2005: 24,4% Objectif 2015: 16%</p>	La croissance économique nationale et la stabilité politique ne sont pas menacées
Composante 1: Améliorer la nutrition maternelle et infantile		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 1</p> <p>Amélioration de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence des retards de croissance (taille pour l'âge) chez les enfants ciblés de moins de 2 ans <p>Objectif: Réduction de 5% par an</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la dénutrition chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (poids pour l'âge et poids pour la taille en %) <p>Objectif: Réduction de 10% des taux d'insuffisance pondérale par an; réduction de 1% des taux d'émaciation par an</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants <p>Objectif: Réduction de 10% par an</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance <p>Objectif: Réduction de 10% par an</p>	Les programmes complémentaires de protection sociale et de développement des moyens de subsistance se poursuivent



³ Consommation inférieure à 1 805 kcal/jour.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 1.1</p> <p>Les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants âgés de 6 à 59 mois bénéficient de la supplémentation alimentaire à laquelle ils ont droit</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes enceintes, de mères allaitantes et d'enfants de moins de 5 ans recevant des vivres, par sexe et par catégorie de bénéficiaires; en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantités d'aliments de complément distribuées, par type et en pourcentage du volume prévu 	<p>Le coût des denrées alimentaires essentielles n'augmente pas au point de dépasser le pouvoir d'achat des personnes démunies</p> <p>Les maladies n'entraînent pas d'épidémies; si c'est le cas, ces dernières sont gérables</p>
<p>Produit 1.2</p> <p>Les enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficient, pendant les périodes de soudure, de la supplémentation alimentaire générale à laquelle ils ont droit</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant des aliments, par sexe et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité d'aliments de complément distribuée, par type et en pourcentage du volume prévu 	
<p>Effet direct 2</p> <p>Améliorations des comportements et des pratiques, en matière de nutrition et d'hygiène, des soignants, des adolescentes et d'autres membres clés des ménages dans les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de mères dont les enfants sont exclusivement nourris au sein entre 0 et 5 mois Objectif: Augmentation de 10% par an ➤ Pourcentage de soignants qui fournissent un régime complémentaire minimum acceptable aux enfants âgés de 6 à 23 mois Objectif: Augmentation de 10% par an ➤ Pourcentage des ménages ciblés qui respectent les pratiques de nutrition, d'hygiène et d'assainissement de base, par catégorie de bénéficiaires Objectif: Augmentation de 10% par an ➤ Pourcentage des ménages qui ont accès aux services de santé publique en cas de besoin Objectif: Augmentation de 10% ➤ Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant des produits alimentaires appartenant à au moins quatre groupes d'aliments Objectif: Augmentation de 10% par an ➤ Pourcentage de nourrissons âgés de 6 à 24 mois allaités et non allaités qui reçoivent des aliments solides, semi-solides ou liquides – y compris le lait destiné aux nourrissons non allaités – le minimum de fois requis ou davantage Objectif: Augmentation de 10% par an 	<p>L'environnement, les services de santé publique et d'autres facteurs demeurent favorables à de bonnes pratiques sanitaires et nutritionnelles</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 2.1 Connaissances et sensibilisation renforcées en matière de soins nutritionnels maternels et infantiles, d'hygiène et d'assainissement, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'assiduité des femmes ciblées ou d'autres membres des ménages aux séances de communication visant à modifier les comportements, par type et par sexe Objectif: 80% ➤ Pourcentage de bénéficiaires qui retiennent les principaux messages des séances d'éducation nutritionnelle Objectif: 80% ➤ Nombre de démonstrations sur la préparation des aliments à l'intention des femmes et des soignants Objectif: à déterminer 	<p>Les participants sont à même de mettre leurs connaissances nutritionnelles en pratique</p>
Composante 2: Alimentation scolaire		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 3 Meilleur accès aux écoles primaires et maternelles pour les enfants des zones exposées à une forte insécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux moyen annuel de variation du nombre de filles et de garçons scolarisés Objectif: Augmentation de 6% par an ➤ Taux d'assiduité des garçons et des filles Objectif: 90% ➤ Taux de réussite aux examens des garçons et des filles Objectif: Augmentation de 5% ➤ Taux d'achèvement des études primaires pour les garçons et les filles Objectif: Augmentation de 5% 	<p>Stabilité politique et économique Le système éducatif fonctionne comme à l'heure actuelle</p>
<p>Produit 3.1 Des biscuits enrichis sont distribués aux enfants des écoles maternelles et primaires bénéficiant de l'aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de garçons et de filles qui reçoivent une collation scolaire de 75 grammes de biscuits, par groupe d'âge et par sexe ➤ Quantités de biscuits distribuées 	<p>Le Gouvernement et les parties prenantes du secteur de l'éducation poursuivent leurs efforts pour améliorer la qualité de l'éducation</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 3.2 Des activités d'apprentissage de base sont organisées dans les écoles pour renforcer les avantages du programme d'alimentation scolaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de femmes dans les comités de gestion des écoles Objectif: 50% ➤ Nombre d'écoles comptant des enseignants et des membres de comités formés à la création de potagers scolaires Objectif: à déterminer ➤ Nombre de séances de sensibilisation et d'ateliers de mobilisation des communautés organisés Objectif: à déterminer 	<p>Dans les écoles, la direction coopère pour mettre en œuvre des activités d'apprentissage</p>
<p>Composante 3: Renforcer la résilience aux catastrophes et aux effets du changement climatique</p>		
<p>Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets</p>		
<p>Effet direct 4 Les risques sont réduits au niveau communautaire dans les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés en termes d'avois Objectif: augmentation de 15% par rapport à la valeur de départ ➤ Indice de préparation aux catastrophes au niveau communautaire Objectif: à établir à partir des données de départ 	<p>Le Gouvernement poursuit sa politique en faveur de la réduction globale des risques de catastrophes</p>
<p>Produit 4.1 Les avois communautaires nécessaires pour réduire les risques de catastrophe et s'adapter au changement climatique sont créés ou remis en état et entretenus</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'avois créés, remis en état et entretenus pour réduire les risques et atténuer les effets des catastrophes dans 300 unions, par type et par unité de mesure⁴ Objectif: à déterminer 	<p>Aucune catastrophe naturelle majeure ne se produit</p>



⁴ Nombre d'hectares protégés/bonifiés; nombre d'arbres plantés, de remblais construits et de canaux creusés.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 4.2 Amélioration de la préparation des communautés et des institutions locales, moyennant notamment des plans de réduction des risques et la mise en place préalable d'articles de première nécessité pour gérer et limiter les risques</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'unions disposant de plans locaux de réduction des risques de catastrophes et de dispositifs de préparation aux catastrophes, par type Objectif: 300 ➤ Nombre d'institutions locales formées à la planification de la réduction de risques de catastrophes et aux questions liées au changement climatique Objectif: 300 ➤ Nombre de participants, par sexe, formés à la réduction des risques de catastrophes et aux questions de changement climatique Objectif: 88 000 	<p>Les participants au projet et les institutions locales mettent en pratique leurs connaissances accrues en préparation aux catastrophes et atténuation de leurs effets</p>
<p>Effet direct 5 La consommation alimentaire des membres des familles ciblées est suffisante pendant la période couverte par l'assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages présentant un score de consommation alimentaire médiocre/limite/ acceptable Objectif: score supérieur au seuil de base pour 80% des ménages ciblés ➤ Prévalence de la dénutrition aiguë modérée (d'après la mesure du périmètre brachial) chez les enfants de moins de 5 ans (<15%) dans les ménages ciblés 	<p>Le coût des denrées alimentaires essentielles n'augmente pas au point de dépasser le pouvoir d'achat des personnes démunies</p>
<p>Produit 5.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante aux ménages ciblés frappés par une catastrophe</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de participants recevant des produits alimentaires, par sexe et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantités de vivres distribuées, par type, en pourcentage du volume prévu ➤ Quantités de vivres prépositionnées en vue de répondre aux besoins alimentaires immédiats des ménages frappés par une catastrophe 	<p>Les autorités locales appuient les distributions de vivres aux ménages les plus durement touchés</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Composante 4: Renforcer les programmes de protection sociale du Gouvernement		
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
<p>Effet direct 6</p> <p>Des progrès sont réalisés concernant les programmes publics de protection sociale, qui visent à lutter efficacement contre la faim et l'insécurité alimentaire des ménages</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Erreur de ciblage des grands programmes de protection sociale, notamment concernant le développement en faveur des groupes vulnérables <p>Objectif: réduction de 20%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'accords de transfert de responsabilités mis en œuvre selon la stratégie convenue <p>Objectif: développement en faveur des groupes vulnérables et alimentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de dispositifs de protection sociale modifiés sur la base des enseignements tirés et des connaissances acquises dans le cadre des projets pilotes du PAM et des systèmes de suivi et d'évaluation <p>Objectif: 3-4 programmes de protection sociale comprenant le développement en faveur des groupes vulnérables et l'alimentation scolaire</p>	<p>La situation actuelle, s'agissant de la bonne gouvernance et de la stabilité politique et économique, ne se détériore pas</p>
<p>Produit 6.1</p> <p>Le Gouvernement dispose des systèmes, outils et ressources humaines nécessaires pour diriger le programme national d'alimentation scolaire et de développement en faveur des groupes vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Application par le Gouvernement des directives pour la gestion des programmes élaborées pour le développement en faveur des groupes vulnérables et l'alimentation scolaire <p>Objectif: acceptable</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Application par le Gouvernement des procédures normalisées de mise en œuvre des projets figurant dans les directives relatives à l'alimentation scolaire <p>Objectif: acceptable</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de fonctionnaires, au niveau central et des districts, du Ministère de la condition féminine et de l'enfance et du Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation de masse formés par le PAM à la gestion des programmes <p>Objectif: à déterminer</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Assistance technique et autres services d'appui fournis, par nombre et par type, pour le développement en faveur des groupes vulnérables et l'alimentation scolaire 	<p>Le Gouvernement met à disposition les ressources requises et assure la collaboration nécessaire aux fins de la mise en place des dispositifs</p>

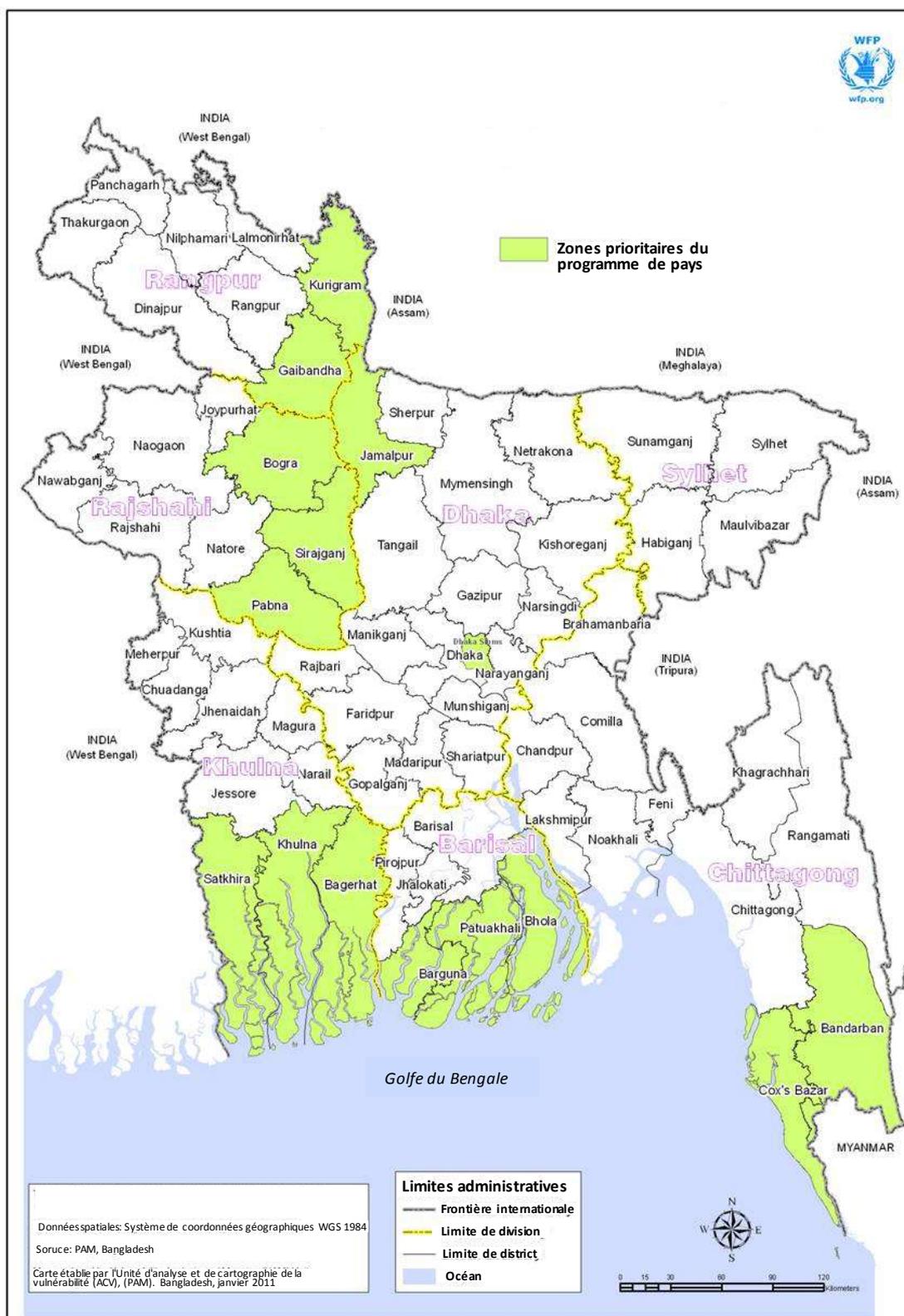


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 6.2</p> <p>Le Gouvernement dispose des connaissances nécessaires pour adapter la conception des dispositifs de protection sociale visant à lutter contre l'insécurité alimentaire ainsi que les politiques en la matière</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de projets pilotes mis en œuvre aux fins de la révision des programmes de protection sociale du Gouvernement Objectif: 3 initiatives ➤ Nombre d'évaluations visant à améliorer les résultats des dispositifs de protection sociale appuyées par le PAM Objectif: 3 évaluations ➤ Nombre de partenariats établis en vue d'améliorer les dispositifs de protection sociale du Gouvernement Objectif: à déterminer 	<p>La collaboration actuelle entre les partenaires du développement se poursuit</p>



ANNEXE III

Zones prioritaires du programme de pays du PAM (2012–2016)



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GTZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> (Agence allemande de coopération technique)
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance